

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

CCAP N° PEGOA-2025-001

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°24-062 du 18/10/2024

Objet du marché

RN1338 – Pont FLAUBERT à ROUEN – Remplacement du complexe étanchéité/couche de roulement des voies routières et du revêtement des trottoirs

Le présent CCAP comporte une annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	14
1-8 Ordres de service.....	14
1-9. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	16
3-3. Variation dans les prix.....	20
3-4. Modalités particulières de paiement.....	21
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	22
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	22
ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	23
4-1. Délai de réalisation.....	23
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	23
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	23
4-4. Autres pénalités.....	23
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	27
5-1. Retenue de garantie.....	27
5-2. Avances.....	27

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	28
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	28
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	28
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	28
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	29
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	29
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	29
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	29
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	30
7-4. Piquetage général.....	30
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	30
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	30
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	30
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	32
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	33
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	33
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	35
8-6. Registre de chantier.....	35
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	36
9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	36
9-2. Réception.....	37
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	37
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	37
9-5. Documents fournis après exécution.....	37
9-6. Délai de garantie.....	38
9-7. Garanties particulières.....	38
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	39
10-1. Résiliation.....	39
10-2. Réclamation.....	40
10-3. Défaillance.....	40
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	40

11-1. Conditions Générales.....	41
11-2. Assistance technique du Maître d’Ouvrage.....	41
11-3. Modalités de mise en œuvre.....	41
11-4. Contrôle de l’exécution des actions d’insertion.....	42
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	42

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

L'objet du marché est le remplacement du complexe étanchéité/couche de roulement des voies routières et du revêtement des trottoirs du pont levant Flaubert.

Il comprend :

- Les travaux de dépose :
 - La dépose du complexe étanchéité/couche de roulement existant sur chaque tablier levant ;
 - La dépose du revêtement de trottoir existant sur chaque tablier levant ;
 - La dépose du revêtement de trottoir existant sur chaque viaduc d'accès, dans la zone comprise entre about de tablier levant et escalier d'accès public proche ;
 - L'évacuation et traitement des déchets produits par les différentes déposes ;
- Les travaux sur les travées levantes :
 - La préparation de support avant application du nouveau complexe étanchéité/ couche de roulement ;
 - La fourniture et l'application de nouveau complexe étanchéité/ couche de roulement mince (8 mm d'épaisseur imposée) à haute adhérence, sur chaque voie circulée et sur chaque bande d'arrêt d'urgence ;
- Les travaux sur les trottoirs des travées levantes :
 - La préparation de support avant application du nouveau complexe étanchéité/revêtement de trottoir mince sur chaque tablier levant ;
 - La fourniture et l'application de nouveau complexe étanchéité/revêtement de trottoir mince sur chaque tablier levant ;
- Les travaux sur les trottoirs des viaducs d'accès jusqu'aux escaliers publics :
 - La préparation de support avant application du nouveau complexe étanchéité/revêtement de trottoir mince sur chaque viaduc d'accès dans la zone comprise entre about de tablier levant et escalier d'accès public proche ;
 - La fourniture et l'application de nouveau complexe étanchéité/revêtement de trottoir mince sur chaque viaduc d'accès dans la zone comprise entre about de tablier levant

et escalier d'accès public proche ;

Ainsi que toutes les mesures matérielles mises en place pour :

- prévenir intégralement des aléas climatiques (pluie, vent, variation de températures...) ;
- correspondre aux exigences de préparation des supports et de mise en œuvre des produits (humidité ambiante, température de support...) ;
- protéger totalement des risques d'empoussièrement pouvant être provoqués par la circulation située à proximité (sens de circulation opposé).

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Pont levant Flaubert, situé sur la route nationale 1338 (Rouen), dans le département de la Seine-Maritime.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comportera une tranche ferme et 4 tranches optionnelles désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Travaux sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU) et la voie lente de la travée levante AVAL
Tranche optionnelle 1	Travaux sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU) et la voie lente de la travée levante AMONT
Tranche optionnelle 2	Travaux sur les autres voies (médiane et rapide) de la travée levante AVAL
Tranche optionnelle 3	Travaux sur les autres voies (médiane et rapide) de la travée levante AMONT
Tranche optionnelle 4	Travaux sur les trottoirs AVAL et AMONT

L'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est intégrée et est assurée par le Pôle Entretien et Gestion des Ouvrages d'Art du Service des Politiques et des Techniques de la DIR Nord-Ouest. Elle comprend pour la phase travaux :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance à maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR).

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communication du pouvoir adjudicateur est réalisée par le Maître d'Œuvre (MOE).

1-3.5. Contrôle technique et/ou extérieur

Le maître d'ouvrage disposera d'un contrôle extérieur travaux et d'un contrôle extérieur environnement. Les titulaires des missions de contrôle extérieur seront désignés durant la période de préparation de chantier. Le titulaire ne devra pas avoir les mêmes prestataires que le maître d'ouvrage.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par la société SOCOTEC CONSTRUCTION SAS, désignée dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. Autres intervenants

- Le district de Rouen (arrêtés de circulation) : 6, rue de Verdun, 76 160 Darnétal ;
- Le Centre d'Entretien et d'Intervention de Rouen (exploitant de la RN1338) : 4 rue Bourbaki, 76 100 Rouen ;
- Les gestionnaires des voiries à proximité (Métropole Rouen Normandie, ville de Rouen, Grand Port Maritime de Rouen) ;
- Les concessionnaires et exploitants de réseaux.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par monsieur le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest.

Pour l'assister dans le cadre de ses engagements liés au marché comme pour l'exécution de ce dernier, le pouvoir adjudicateur s'appuie sur le service des politiques et techniques (SPT), représenté par son responsable.

Le SPT intervient donc directement dans le cadre des actes ayant un impact sur le programme des travaux, l'enveloppe financière prévisionnelle et les engagements passés avec le maître d'œuvre et les entreprises. À ce titre, il est chargé :

A. Au regard de la loi MOP :

- de la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- de l'approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- de la préparation du choix de l'entrepreneur, de la signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le pouvoir adjudicateur, et de la gestion du contrat de travaux ;
- du versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux ;
- de la réception de l'ouvrage.

B. Au regard du CCAG Travaux :

- la réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- la réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- la réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- la réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 12.6) ;
- l'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 13.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 13.4.2) ;
- la réception du décompte général (CCAG art. 13.4.4) ;
- la communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- la réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du Code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- la réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;

- la réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-4.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en

assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Les mesures d'ordre social (application de la réglementation du travail) et les dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés sont définies ci-après.

1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du

Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet »

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins ;
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie

suivants :

- Dommages corporels : 5 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 10 000 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants :

En matière d'assurance responsabilité civile décennale (RCD) sur un marché de travaux, la garantie à prévoir est de 4 M€ par année dans le cas d'un régime par répartition et de 2 M€ par sinistre dans le cas d'un régime par capitalisation.

Cette garantie comprend obligatoirement : garantie effondrement avant réception ; la RCD y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ; les garanties dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la RCD du titulaire.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs...) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP. Ces prestations ne pourront concerner que le pont Flaubert et ses viaducs d'accès.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en oeuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Métropole Rouen Normandie se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en oeuvre de la clause d'insertion.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 7 du CCAG travaux du 30 mars 2021, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Ces conditions sont les suivantes :

- Le respect des dispositions du Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le respect des dispositions du Schéma Organisationnel de la Gestion des Déchets (SOGED) ;
- L'établissement d'un bilan de gaz à effet de serre (GES) et d'un bilan déchets ;
- Le respect des préconisations et des remarques du contrôle extérieur environnement désigné par le maître d'ouvrage.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières

- L'acte d'engagement du marché et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulière (CCAP) du marché et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le bordereau des prix (BP) avec en annexe le détail estimatif (DE) pour valoir notification des prix ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de chantier (SOGED) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

B- Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes, publications et recommandations telle que listées et définies dans le CCTP.

C – Engagements unilatéraux

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- L'offre technique du titulaire ;
- Les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	12 mois
Optionnelle 2	12 mois
Optionnelle 3	12 mois
Optionnelle 4	12 mois

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

3-1.2. indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes (liste non-exhaustive) :

- Des prescriptions techniques :
 - De l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché ;
 - La définition et la mise en œuvre des méthodes d'exécution des travaux qui relèvent de l'entière responsabilité de l'entrepreneur ;
- Des dépenses liées à la protection des intervenants :
 - Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
 - Des dépenses liées aux mesures particulières en lien avec une pandémie, en particulier celle de la COVID-19 ;
- Des intempéries prévisibles ;
- De la préparation par le titulaire des métrés justificatifs accompagnant, notamment, chaque projet de décompte ;
- De la présentation par le titulaire d'un tableau de suivi des quantités prévisionnelles à la fin du marché ;
- Des dépenses liées au piquetage général, spécial et complémentaire ;
- Des dépenses liées aux phasages particuliers à mettre en place pour l'exécution de l'ensemble des travaux du présent marché, au regard des conditions d'accès à la zone de travaux ;
- Des contraintes d'exploitation :
 - Des contraintes d'exécution liées aux modes d'exploitation sous chantier imposés ;
 - Des dépenses liées aux contraintes d'exploitation sous chantier ;
 - Les conséquences sur les conditions de circulation (bouchons et ralentissements) à tous les stades de l'exécution du marché ;
 - Des dépenses liées à la mise en place et au retrait, aux modifications successives, à la maintenance de jour comme de nuit, et au remplacement des éléments endommagés de la signalisation temporaire (horizontale et verticale) de chantier qui sont à la charge de l'entrepreneur ;
- Des dépenses liées à la protection et au repérage des réseaux existants ;
- Des dépenses liées aux contraintes relatives à l'entretien et à l'exploitation des réseaux des concessionnaires et gestionnaires d'ouvrages du secteur ;
- Des dépenses liées à la protection de l'environnement :
 - Des dépenses liées aux respects des contraintes environnementales définies dans les présents CCAP et CCTP ainsi que les dépenses liées à la réglementation inhérente à la lutte contre le bruit (décret n°95-22 du 9 janvier 1995 et du décret n°95-79 du 23 janvier 1995) ;

- Des dépenses liées à la protection de la structure et des équipements existants, aux actions prévues dans le cadre du plan d'assurance qualité, aux actions de protection de l'environnement ;
- Des sujétions environnementales pour les installations de chantier, les zones de chantier, les zones de dépôt, le rejet des eaux de ruissellement, le maintien de la qualité de l'air, la lutte contre le bruit (décret n°95-22 du 9 janvier 1995 et décret n°95-79 du 23 janvier 1995) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le suivi, le traitement et l'élimination des déchets issus du chantier ;
- Des dépenses liées à la qualité :
 - Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion de la qualité des travaux (application du SOPAQ / élaboration et mise en application du PAQ avec notamment les dépenses liées au contrôle intérieur de l'entreprise) y compris les études d'exécution et notes de calculs, levés topographiques complémentaires ;
 - Le délai nécessaire à l'exécution du visa, du contrôle extérieur et du levé de point d'arrêt des travaux par le maître d'œuvre ou son représentant ;
- Des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives pour l'amenée des fournitures, d'éventuelles centrales spécifiques au chantier ou l'exécution des travaux ;
- Des frais d'occupation temporaire, de location, de gardiennage, de redevance et de remise en état des terrains nécessaires pour les installations de chantier, le logement du personnel, les accès provisoires, les zones de dépôts et de stockage ;
- Des plages horaires d'intervention pour l'exécution des prestations du présent marché suivantes :
 - **de 21h00 à 5h00 pendant la nuit**, du lundi au vendredi, jours fériés exclus, pour les **travaux de réfection des voies routières** ;
 - **pendant la journée**, du lundi au vendredi, jours fériés exclus, pour les **travaux de réfection des trottoirs**. Des neutralisations ponctuelles de bandes d'arrêt d'urgence pourront être réalisées entre 9h30 et 15h30.

En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :

- Des contrôles et essais de la part du contrôle extérieur du maître d'œuvre (géomètre et contrôle extérieur travaux) ;
- Des travaux d'entretien des différentes voies à proximité du chantier.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Précipitations	Hauteur quotidienne supérieure à 10 mm	1 jour
Températures	Supérieure à 40 °C	1 jour

Le poste météorologique de référence où ont été enregistrées les données historiques de chacun des phénomènes qui ont servi à la définition des intensités limites est la station Météo France de Boos (76).

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira les sous-détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires (distincts de ceux à fournir dans le cadre de la remise des offres).

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les

points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dû par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D. 2192-2 du CCP, ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

La facturation électronique est obligatoire.

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation	N° Prix
ING	Ingénierie	002 / 005 / 102 / 104 / 202 / 204 / 302 / 304 / 402 / 405
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation	001 / 003 / 004 / 101 / 103 / 201 / 203 / 301 / 303 / 401 / 403 / 404

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

Par dérogation aux articles 20.1.4 et 20.2 du CCAG travaux, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer,

compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, le maître d'œuvre peut émettre des ordres de service sur des prix nouveaux sans validation du maître d'ouvrage dans la mesure où le montant des travaux n'est pas dépassé, ceci sous réserve qu'un point d'accostage à fin du marché soit présenté par le titulaire au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 14.5 et dans le silence du titulaire 30 jours après la délivrance de l'OS, les prix provisoires deviennent définitifs après notification par ordre de service du maître d'ouvrage.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG,

le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le Maître d'Ouvrage.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire. Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de la tranche considérée du présent marché.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1000 €.

La pénalité forfaitaire pour non fourniture des documents exigés aux articles 8 et 9 du CCAP, est égale à la pénalité journalière relative au retard d'exécution.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG et en cas de retard sur des délais distincts du marché, le délai minimum pendant lequel le titulaire peut présenter des observations est de 5 jours. Le montant de la pénalité est identique à celle prévue 4.3.1.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-4.1. Pénalités en lien avec le non-respect du programme d'exécution des travaux

Une pénalité forfaitaire de 500 € TTC sera appliquée en cas de non-respect du programme d'exécution des travaux, sans mise en demeure préalable, en particulier en cas de retard ou report d'une prestation programmée, induisant une gêne à l'utilisateur ou nécessitant la mise en œuvre des moyens de l'exploitant, sans information préalable du titulaire au minimum vingt-quatre heures avant le début de l'opération.

Cette pénalité ne s'applique pas si :

- Le retard ou le report est à l'initiative du pouvoir adjudicateur ;
- Le report fait suite à des journées d'intempéries (telles que définies ci-avant) ;
- Si le retard ou le report est lié à un événement ayant le caractère de force majeure.

4-4.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

À la fin des travaux, dans le délai de 1 jour compté de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000 €.

4-4.2. Pénalités en lien avec la qualité

	Situation	Pénalité encourue
4-4.3.1	Retard dans la fourniture mensuelle de la mise à jour du planning général travaux faisant apparaître le chemin critique des tâches	100 € par jour
4-4.3.2	Retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5 du présent CCAP et à l'article 40 du CCAG	200 € par jour
4-4.3.3	Non-remise du journal de chantier chaque semaine	100 € par constatation
4-4.3.4	Non-remise des métrés 15 jours après la fin de prestation	100 € par document
4-4.3.5	Non-respect partiel ou total du PAQ visé par la maîtrise d'œuvre, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • de la non application partielle ou totale d'une procédure d'exécution visée par le maître d'œuvre, • de la non transmission des résultats des contrôles du titulaire dans un délai de 24 heures suivant la fin de la mesure. 	100 € par constatation
4-4.3.6	Exécution de travaux sans VISA des documents d'exécution ou sans fourniture d'une procédure d'exécution ou ne figurant pas sur le dernier indice du planning prévisionnel de travaux	250 € par constatation puis 100 € par jour jusqu'à la fourniture des documents visés
4-4.3.7	Exécution de travaux sans levé de point d'arrêt par la maîtrise d'œuvre.	500 € par constatation puis 250 € par jour jusqu'à

	Situation	Pénalité encourue
		levée du point d'arrêt

4-4.4. Pénalités en lien avec le déroulement du chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

	Situation	Pénalité encourue
4-4.4.1	Absence du titulaire ou d'une entreprise convoquée à une réunion de chantier	150 € par absence constatée
4-4.4.2	Retard dans la mise à disposition des installations de chantier définies à l'article 8-4.1 du présent CCAP	250 € par jour, jusqu'à fourniture de l'ensemble de ses obligations
4-4.4.3	Défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie.	150 € par jour, jusqu'à constatation de l'intervention du titulaire
4-4.4.4	Non-respect de l'ensemble des obligations prévues pendant la période de préparation fixée à l'article 8-1 du présent CCAP	250 € par jour de retard
4-4.4.5	Non-respect des dispositions de sécurité du PGCSPPS ou des consignes de sécurité formulées par le coordonnateur SPS et/ou le maître d'œuvre et/ou l'exploitant ou absence du port des EPI	200 € par constatation
4-4.4.6	Présence de personnel non-autorisé sur le chantier (notamment sous-traitants non agréés)	500 € par personne non autorisée (y compris sous-traitant non agréé) sur constatation
4-4.4.7	Non réparation de dégradation causée au domaine public (réseaux et voiries) du fait des conditions d'exécution du marché	500 € par jour, jusqu'à réparation des dégradations constatée par la maîtrise d'œuvre
4-4.3.8	Retard dans l'exécution des travaux de levées de réserves.	500 € par jour
4-4.4.9	Non-respect des conditions d'accès au chantier ou des limites d'emprise travaux validées par le maître d'œuvre	200 € par constatation
4-4.4.10	Balisage non-conforme au DESC ou défaut de l'entretien du balisage ou de l'astreinte de balisage tels que définis au DESC	500 € par constatation puis 250 € par jour jusqu'à la mise en conformité
4-4.4.11	Non-respect des délais prévus au DESC (notamment délai de prévenance de l'exploitant, annulation tardive d'une demande de fermeture, etc.)	200 € par constatation

4-4.5. Pénalités en lien avec le respect de l'environnement

	Situation	Pénalité encourue
4-4.5.1	Retard dans le rendu du PRE comme défini au 8-1.2	100 € par jour
4-4.5.2	Non-respect des exigences et/ou des dispositions prévues au PRE	500 € par constatation puis 250 € par jour jusqu'à la mise en conformité
4-4.5.3	Non-remise des bordereaux de suivi des déchets dans un centre de traitement, dans un délai de 20 jours suivant l'évacuation	100 € par jour

Le titulaire est pleinement responsable de la mise en application par ses sous-traitants de l'ensemble des mesures environnementales prévues aux pièces particulières du marché.

4-4.6. Clauses sociales

À l'occasion de la réception des travaux ou à la fin du marché, un bilan des opérations d'insertion sera dressé. La simple constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise entraînera une pénalité de 1 000 € par nombre d'actions d'insertion non réalisées.

4-4.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.8 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité et/ou non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect des obligations de confidentialité ou en cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, la pénalité forfaitaire encourue par le titulaire est pour les deux cas de 1 000 €.

4-4.9. Réparation des dommages

A. Dommage aux riverains

La responsabilité du pouvoir adjudicateur peut être recherchée pour les dommages que peuvent subir des tiers, au cours des prestations exécutées par l'entreprise.

Si aux termes de l'article 1384 du Code civil, le maître d'ouvrage demeure juridiquement responsable, il appartient à l'entreprise de le garantir.

C'est ainsi notamment que l'entreprise supportera le coût de toutes réparations et de toutes indemnités pour des interventions de son fait sur des emprises irrégulières ou n'ayant pas été acquises par le maître d'ouvrage.

L'entreprise veillera à prendre toutes les dispositions de nature à respecter la propriété d'autrui.

B. Dommage causé aux tiers

Le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages aux tiers. Il aura à sa charge les indemnités à régler éventuellement aux tiers du fait des dommages dus à l'exécution des prestations.

Il renonce à l'avance à tout recours contre le pouvoir adjudicateur pour les conséquences

éventuelles des dommages pouvant survenir du fait ou à l'occasion de ces prestations.

Il accepte de se substituer au pouvoir adjudicateur et de couvrir entièrement au cas où un recours serait exercé par un tiers à la suite de tels dommages du fait de l'exécution des travaux.

C. Dommage causé aux ouvrages existants

Lors de l'exécution des travaux, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection des ouvrages. Tous dommages constatés par le représentant du maître d'ouvrage comme étant du fait du titulaire donnera lieu à la remise en état à ses frais des parties d'ouvrages endommagées.

D. Dommage causé aux matériels du titulaire

Tout matériel livré ou déposé sur le site des travaux donnera lieu à la fourniture d'un état comportant notamment :

- La date d'expédition ;
- La référence au marché ou à la commande ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu, leur répartition par colis.

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge tous les frais d'assurance correspondants au dépôt sur le site des matériels et matériaux nécessaires aux prestations.

Le maître d'ouvrage n'assure pas le gardiennage et n'assume pas la responsabilité du dépositaire. Tous dépôts se feront aux risques et périls de l'entreprise.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	①
Ferme	35,00 %
Optionnelle 1	35,00 %
Optionnelle 2	35,00 %
Optionnelle 3	35,00 %
Optionnelle 4	35,00 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article

3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution de la tranche du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation.

7-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est ensuite effectué, par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le Code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG travaux, la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

8-1.1. Par les soins du maître d'oeuvre

Dans un délai de 5 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation :

- Transmission au titulaire les pièces graphiques du marché sous format informatique permettant au titulaire de réaliser les études d'exécution ;
- Transmission de la procédure de diffusion des documents d'exécution (codification, liste des destinataires, procédure...).

8-1.2. Par les soins du titulaire

Dans un délai de 5 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation :

- Fourniture des sous-détails des prix unitaires et des décompositions des prix forfaitaires désignés au « bordereau des prix unitaires et forfaitaires » n'ayant pas été fournis à l'offre ;
- Élaboration de la liste des études d'exécution y compris les procédures ;
- Élaboration du calendrier des études d'exécution y compris les procédures ;

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation :

- Par dérogation à l'article 28.2.2 2^e alinéa du CCAG travaux, établissement et présentation au VISA du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux accompagné par :
 - Le calendrier détaillé d'exécution des travaux faisant apparaître le chemin critique des tâches, leur enchaînement et les rendements ;
 - Le planning prévisionnel financier ;
 - Le plan des accès ;
 - Le projet des installations de chantier ;
 - Le projet des ouvrages provisoires ;
 - Le plan des différentes zones de stockage des matériaux ;
- Établissement du document d'organisation générale du chantier à partir du SOPAQ ;
- Établissement des études d'exécution des ouvrages provisoires (moyens d'accès) ;
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection

commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation s'applique à chaque intervenant ;

Dans un délai de 20 jours à compter de la notification du démarrage de la période de préparation :

- Établissement des études et documents d'exécution, des plans, des procédures d'exécution (y compris les plans de contrôles associés), des études de détail et des demandes d'agrément des matériaux et procédés nécessaires au début des travaux ;
- Établissement du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) ;
- Établissement du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) ;
- Établissement du Plan de Suivi de l'Élimination des Déchets (PSED) ;

Durant la période de préparation :

- Rédaction et envoi des DICT nécessaires aux travaux auprès des concessionnaires ainsi que le suivi des réponses et la réalisation des études complémentaires induites par celles-ci ;
- S'il y a lieu, piquetages général et complémentaire ;
- Demande des arrêtés nécessaires à la réalisation des travaux (les arrêtés seront pris par ailleurs par le district de Rouen) ;
- Réalisation d'un état des lieux entrant par constat d'huissier. Cet état des lieux concerne l'ensemble des zones de travaux et des zones d'installation de chantier concernées, les voiries empruntées pour le chantier ainsi que les bâtiments à proximité.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies de manière cohérente et lisible par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG travaux, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

- Un envoi au format PDF et DWG par courriel au maître d'œuvre (liste de diffusion à définir en période de préparation) – les documents ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format .Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Un exemplaire papier à envoyer par courrier au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre transmet au titulaire son « Bon pour Exécution » ou ses observations éventuelles pour reprise des documents par le titulaire et à ses frais. Le maître d'œuvre doit remettre son avis sur l'ensemble des études d'exécution à la date suivante :

- 10 jours ouvrés après leur réception papier – ce délai démarre à partir de la date de réception d'un ensemble complet et cohérent de plans ou notes de calculs lorsqu'on s'intéresse à une partie d'ouvrage.

Dans le cas où des modifications sont nécessaires, le titulaire disposera alors de 5 jours pour émettre un nouvel indice du document qui est examiné par la maîtrise d'œuvre dans un délai de 10 jours ouvrés après sa réception papier.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A – Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage. Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D. Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

E – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les services gestionnaires des voiries, responsable du contrôle des mesures d'exploitation et de la signalisation mises en œuvre, sont, pour la RN1338 :

- Le district de Rouen (arrêtés de circulation) ;
- Le Centre d'Entretien et d'Intervention de Rouen (exploitant de la RN1338).

Toute intervention sur la voie publique, modifiant les conditions de circulation, est soumise à la prise d'un arrêté de circulation, exposant les mesures d'exploitation, les périodes concernées, et le responsable de la pose et de la maintenance de la signalisation.

L'exploitation sous chantier et la signalisation au droit des travaux sont réalisées et entretenues par le CEI de Rouen du district de Rouen de la DIR Nord-Ouest.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I – 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances ou l'entrée ou la sortie des engins de chantier.

L'ensemble des contraintes particulières seront détaillées dans le DESC.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Pour l'application de l'article 34 du CCAG travaux, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

Un constat d'huissier sera effectué par le titulaire à ses frais en présence du titulaire et du maître d'œuvre sur les différentes voies empruntées pour les besoins du chantier et l'évacuation des matériaux ainsi que les bâtiments à proximité, avant la phase de travaux (lors de la période de préparation) et après travaux lors des Opérations Préalables à la Réception.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG travaux, la remise en état des voies publiques dégradées par l'entrepreneur, ses cotraitants et sous-traitants est à la charge exclusive du titulaire. Il aura notamment la charge de vérifier la faisabilité d'emprunter les itinéraires envisagés.

Pour toute dégradation constatée par la maîtrise d'œuvre et susceptible de créer un danger pour la circulation publique, l'entrepreneur devra procéder à sa réparation au plus tard dans les 48 heures suivant la constatation.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux seront interrompus conformément à la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national et au calendrier établi chaque année « de

jours hors chantier » établi par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il n'est pas prévu de registre de chantier. Néanmoins, un journal de chantier est tenu par le titulaire.

Sur ce journal seront consignés chaque jour par un représentant désigné par le titulaire :

- Les travaux et opérations réalisés en précisant les quantités exécutées ;
- Les conditions atmosphériques constatées (vent, températures, précipitations) ;
- Les incidents ou détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, du calcul des prix de revient et de la durée réelle des travaux ;
- Les observations faites et les prescriptions imposées à l'entrepreneur sur le plan technique ;
- Les résultats des différents essais et contrôles in situ ou en laboratoire ;
- Les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel ;
- Le matériel présent sur le chantier et son temps de marche ;
- La durée et la cause des arrêts de chantier.

Le journal de chantier sera signé chaque semaine par le représentant du maître d'œuvre et le titulaire. **Le titulaire devra faire parvenir les journaux de chantier originaux, co-signés par le titulaire et le représentant de la maîtrise d'œuvre, à la maîtrise d'œuvre de manière hebdomadaire.**

À ce journal pourront être annexés, chaque jour, tous documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, procès-verbaux de constat...).

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à

la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG travaux sont complétées par les éléments suivants :

- La réception des travaux ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des essais, contrôles et épreuves définies aux articles du CCTP et CCTG ;
- Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise ;
- Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG travaux, lorsque la réception est assortie de réserves portant sur des imperfections, malfaçons ou non-façons, l'entrepreneur doit y remédier dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur, ou, en l'absence d'un tel délai, deux mois après la notification de la décision de réception ou à défaut de décision de réception du représentant du pouvoir adjudicateur trois mois après la date des opérations préalables à la réception.

Au cas où ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévus à l'article 4 ci-avant, tant que les travaux nécessaires ne seront pas exécutés.

- La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1.1, 41.1.2 et 41.2 du CCAG travaux.

De surcroît, en cas de défaillance de l'entreprise dans son obligation d'exécuter les travaux de levée de réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard, et le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais et risques de l'entreprise.

En complément à l'article 41.7 du CCAG travaux, à défaut de contestation de l'ordre de service sur la réfaction des prix, l'entrepreneur est définitivement réputé avoir accepté la réfaction ainsi proposée dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Le bordereau des pièces ;
-
- Les comptes rendus de réunion de préparation de chantier et de chantier signés ;
- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les journaux de chantier signés ;
- Le programme et le planning prévisionnel étude et travaux mis à jour ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Le PAQ, le PRE, le PSED mis à jour et validés : y compris l'ensemble des fiches produits agréées, des fiches de suivi et de contrôle d'exécution ;
- Les études et plans d'exécution visés ;
- Le PV des opérations préalables à la réception (y compris les levées de réserves) ;
- Le PV de réception des travaux ;
- La liste des diverses garanties avec les dates d'expiration ;
- Le rapport photographique modélisant les phases importantes des travaux ;
- Les éléments particuliers demandés dans les pièces particulières du marché ;
- **Le bilan d'émission des gaz à effet de serre ;**
- **Le bilan de gestion et valorisation des déchets.**

Conformément à l'article 40 du CCAG travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 1 exemplaire papier et en 3 exemplaires informatiques sur clés USB.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 2022 ;
- Les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2003 sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice version 4.3, pdf ;
- Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Conformément au fascicule 56 du CCTG, le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de type corrosion, cloquage, craquelage, écaillage et défaut de couleur.

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection sur les structures métalliques y compris les équipements métalliques (palplanches) pendant un délai de :

- Anticorrosion / enrouillement (ISO 4628-3) : 7 ans ;
- Aspect (cloquage, craquelage, écaillage – ISO 4628-2, 4 et 5) : 5 ans.

Il garantit en outre la bonne tenue, la couleur certifiée ACQPA (NF T 34 554) pendant un délai de 3 ans.

Le délai de chaque garantie part de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Ces durées correspondent à une durabilité moyenne à haute des systèmes de protection.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

9-7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet.

9-7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

9-7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

9-7.6. Autre(s) garantie(s) particulière(s)

Sans objet.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

10-1. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article

46.3.1.h du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG travaux :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 47.1.2 du CCAG travaux.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG travaux.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG travaux est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 4-6 du document accord-cadre.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

10-2. Réclamation

Par dérogation à l'article 50.1.2 du CCAG travaux, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois pour notifier sa décision au titulaire à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

10-3. Défaillance

Par dérogation à l'article 48.7.3 du CCAG travaux, en cas de défaillance du mandataire dans son rôle de mandataire mais aussi dans l'exécution des travaux, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur décidera si un nouveau mandataire est désigné en remplacement du mandataire

défaillant en continuant avec les autres membres, ou si le marché est totalement résilié afin de refaire un marché unique.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

11-1. Conditions Générales

Conformément à l'article L2112-2 du Code de la commande publique, cette opération fait l'objet d'une action d'insertion par l'emploi au profit des publics éloignés de l'emploi suivants :

- Demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois ;
- Bénéficiaires du RSA ou autres minima sociaux à la recherche d'un emploi ;
- Adhérents du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et pour l'Emploi) ;
- Personnes reconnues travailleurs handicapés par la CDAPH à la recherche d'un emploi ;
- Jeunes de moins de 26 ans sans qualification en rupture scolaire ;
- Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Jeunes de moins de 26 ans avec ou sans diplôme et sans activité liée à leurs qualifications depuis au moins 6 mois ;
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans à la recherche d'un emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires de l'emploi et de l'insertion être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Aussi, le présent CCAP considère expressément cette clause comme une condition d'exécution obligatoire du marché.

11-2. Assistance technique du Maître d'Ouvrage

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- D'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier ou de la prestation ;
- De proposer des publics éloignés de l'emploi.

L'entreprise, dans un délai de maximum **un mois** après sa notification, doit contacter le facilitateur en charge du suivi de la mise en œuvre de l'insertion :

Métropole Rouen Normandie

Direction solidarité – Unité clauses sociales

Marie Tacail, marie.tacail@metropole-rouen-normandie.fr

Il reste néanmoins que l'entreprise conserve l'entière responsabilité de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

11-3. Modalités de mise en œuvre

Les entreprises titulaires s'engagent à réaliser, à l'occasion de ce marché et pendant la durée d'exécution du marché, en lien avec les prestations demandées, au minimum **une** des actions d'insertion, qu'elle indiquera à l'annexe Insertion, pour des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dans leur accès à l'emploi.

Cette action pourra être axée sur :

Nom de l'action	Descriptif succinct (adaptations possibles)
Visite du chantier / Visite de l'entreprise	Accueil sur le chantier ou dans l'entreprise d'un groupe de personnes relevant de l'insertion
Présentation métiers et activités de l'entreprise	Sur site, au sein de l'entreprise ou au sein d'une structure emploi / insertion
Présence de l'entreprise sur des événements « emploi »	Forums de recrutement, salon emploi / formation, job-dating, selon le calendrier des manifestations locales...
Recrutement de salariés en insertion	Lors de la phase travaux, mise à disposition via des Entreprises Inclusives ou recrutement direct par les entreprises de salariés relevant de l'insertion.
Enquête-métiers	L'attributaire répond (à l'écrit ou à l'oral) à un questionnaire sur son métier pour accompagner l'orientation professionnelle d'une personne en insertion.
Simulation d'entretien d'embauche	Mobilisation des équipes en charge des recrutements et retours qualitatifs.
Immersion en entreprise	Stage conventionné et non rémunéré de 1 à 4 semaines pour des demandeurs d'emploi (PMSMP) en vue de valider une orientation professionnelle ou découvrir un métier.
Autre action partenariale emploi / insertion	Implication de l'entreprise sur des actions innovantes emploi / insertion proposées par la Métropole ou ses partenaires
Prestations diverses avec une structure inclusive	Recours à une structure inclusive locale pour des prestations diverses (communication, restauration, conditionnement...)

11-4. Contrôle de l'exécution des actions d'insertion

L'entreprise titulaire ou son prestataire partenaire devra fournir la preuve d'exécution de la réalisation des actions d'insertion par lot chaque année d'exécution.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

CCAP 1-6.3.4 déroge à l'article 8.1.3 du CCAG

CCAP 3-1.1	déroge à l'article	18.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 2ème alinea du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinea du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 9-1	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-2.2	déroge à l'article	42.1 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG
AE 3-1	déroge aux articles	28.1 et 18.1.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées

Sans objet.

d) Autres normes

Sans objet.

ANNEXE du CCAP – Insertion (relative aux actions d'insertion)

L'entreprise titulaire s'engage à réaliser, à l'occasion de ce marché et pendant la durée d'exécution du marché, en lien avec les prestations demandées, au minimum une des actions d'insertion pour des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dans leur accès à l'emploi.

L'entreprise renseigne le tableau qui suit en cochant les actions retenues.

Actions d'insertion proposées :	Actions retenues par l'entreprise :
Visite du chantier / Visite de l'entreprise	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Présentation métiers et activités de l'entreprise	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Présence de l'entreprise sur des événements « emploi »	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recrutement de salariés en insertion	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Enquête-métiers	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Simulation d'entretien d'embauche	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Immersion en entreprise	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre action partenariale emploi / insertion	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Prestations diverses avec une structure inclusive	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

L'entreprise pourra proposer **à titre indicatif**, ci-dessous, les modalités de mise en œuvre des actions choisies et la preuve de leur exécution.

Actions choisies	Modalités proposées de mise en œuvre	Preuves de l'exécution

L'entreprise déclare avoir pris connaissance des modalités de mise en œuvre de l'insertion. Elle mettra en œuvre les modalités opérationnelles de son engagement en référence aux conditions prévues.

Si les actions d'insertion sélectionnées ne pouvaient se réaliser, l'entreprise doit tout mettre en œuvre pour procéder aux remplacements de ces dernières dans les conditions initiales. **À défaut, il sera fait application d'une pénalité correspondant à 1 000 € par nombre d'actions d'insertion non réalisées.**

Nom(s) et coordonnées interlocuteur(s)

.....

Mail et N° de

téléphone.....

Fait à _____

Le _____

CACHET DE L'ENTREPRISE